

Signez !

« Je veux que la République donne le droit à tous ceux qui s'aiment de se marier et d'adopter. Je veux l'égalité pour tous sans discrimination liée à l'orientation sexuelle. Je veux que tous les couples et leurs enfants, toutes les familles de France, soient reconnus, respectés et protégés. »



POUR L'ÉGALITÉ

**SOUTENEZ LA LOI.
SIGNEZ LA PÉTITION !**

parti-socialiste.fr/ouipourlegalite

L'AGENDA

16 décembre 2012

► *Manifestation nationale pour l'égalité*

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr



L'info en continu

Harlem Désir, Premier secrétaire du PS s'est rendu au Forum du progrès social le 12 décembre où il a pu s'entretenir avec l'ancien président du Brésil, Lula.



Mehdi Ouraoui, Secrétaire national à la Laïcité, 9/12/12

Observatoire national de la laïcité

« Le président de la République a annoncé la mise en place en 2013 de l'Observatoire national de la laïcité, chargé notamment de faire des propositions sur les enseignements de morale laïque. Le PS apportera son entier soutien et sa contribution à toutes les initiatives qui renforceront la laïcité et la fraternité dans notre pays. »

Jean-Christophe Cambadélis et Laurence Rossignol, 9/12/12

Doha

« L'accord sur le changement climatique intervenu à la dernière minute témoigne de l'inconscience de plusieurs grandes nations. Le sommet de Doha fut une preuve supplémentaire de l'indifférence du monde à l'égard du futur de la planète. Si le prochain rendez-vous a lieu en France avec la conférence des Nations unies sur le changement climatique en 2015, comme l'a proposé le président de la République, tout doit être fait pour que ce soit une réussite totale. »

CHIFFRE DE LA SEMAINE

+ 50 000

C'est le nombre d'internautes ayant déjà dit oui au mariage et à l'adoption pour tous au 12 décembre 2012.

► **Rendez-vous sur parti-socialiste.fr/ouipourlegalite pour signer la pétition et rendez-vous dimanche 16 décembre à 14h place de la Bastille pour la manifestation nationale.**

COMMUNIQUÉ DU BUREAU NATIONAL

Création d'un groupe de travail du Parti socialiste sur la réforme territoriale et la décentralisation

Au cours de sa réunion du 11 décembre 2012, le Bureau national du Parti socialiste a auditionné Marylise Lebranchu, ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique, au sujet de la réforme de la décentralisation attendue pour 2013.

Cette grande loi devra donner un nouvel élan à la démocratie locale. Elle marque la confiance du président de la République et du gouvernement pour les élus locaux, dont la mobilisation et l'engagement contribuent à lutter contre la crise et à permettre le redressement de notre pays.

Le Parti socialiste entend pleinement jouer son rôle dans ce processus pour apporter les réponses innovantes, à la hauteur des enjeux des territoires et qui renforceront à la fois la démocratie locale, le développement économique et le fonctionnement des services publics, en particulier dans les territoires ruraux. Pour cela, le Premier secrétaire, Harlem Désir, a proposé au Bureau national la création d'un groupe de travail qui sera coprésidé par Pierre Cohen, Président de la FNESSR, Matthias Fekl, secrétaire national à la Réforme et à la Modernisation de l'État et Alain Fontanel, conseiller politique du Premier secrétaire. Ce groupe sera notamment

composé des représentants socialistes des principales associations d'élus :

- Daniel Delaveau, président de l'Association des communautés de France,
- Michel Delebarre, président de l'Association des communautés urbaines de France,
- Michel Destot, président de l'Association des maires des grandes villes de France,
- Renaud Gauquelin, président de l'Association des maires des villes et banlieues de France,
- Martin Malvy, président de l'Association des petites villes de France,
- André Laignel, Secrétaire général de l'Association des maires de France,
- Claudy Lebreton, président de l'Association des départements de France,
- Christian Pierret, président de la Fédération des villes moyennes,
- Alain Rousset, président de l'Association des régions de France.

Ainsi que de Carole Delga, secrétaire nationale à l'Égalité des territoires et au Logement, de Jean-François Debat, trésorier, d'Olivier Dussopt, député et d'Yves Krattinger, Sénateur.

VIE DU PARTI

Signez la pétition pour le droit au mariage et à l'adoption pour tous !



« Une pétition de rassemblement des Français autour d'une réforme d'égalité et de progrès, là où la droite ne sait que diviser et jouer sur les peurs. » C'est ainsi qu'Harlem Désir et Olivier Faure, secrétaire national à la Communication, ont présenté la nouvelle campagne lancée par le PS lundi 10 décembre en

faveur du mariage et de l'adoption pour tous. Outre la manifestation nationale du 16 décembre pour laquelle le Premier secrétaire a appelé les Français à se mobiliser, le PS lance une pétition nationale « que nous allons faire signer jusqu'à l'adoption de la loi par le Parlement », a-t-il défendu. « Nous voulons montrer notre attachement enthousiaste et notre mobilisation en faveur de cette évolution de la société. Il s'agit de défendre la notion d'égalité, qui est l'âme de notre pays, de la République », a plaidé Olivier Faure. Le texte court stipule : « Je veux que la République donne le droit à tous ceux qui s'aiment de se marier et d'adopter. Je veux l'égalité pour tous sans discrimination liée à l'orientation sexuelle. Je veux que tous les couples et leurs enfants, toutes les familles de France, soient reconnus, respectés et protégés ».

► **Rendez-vous sur : parti-socialiste.fr/ouipourlegalite**

Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée nationale

Marine Le Pen déboutée

Satisfaction à l'Assemblée nationale après la confirmation de l'élection de Philippe Kemel comme député de la 11^e circonscription du Pas-de-Calais. Qualifiée de « victoire du droit » par Bruno Le Roux, président du Groupe socialiste, cette décision met un terme aux accusations de Marine Le Pen (candidate face au socialiste en juin dernier) « qui passe son temps à salir ses adversaires pour faire oublier son rejet par une majorité de Français ». « Déboutée par le droit, déboutée par les électeurs, l'héritière du Front national voudra, comme à son habitude, se faire passer pour la victime d'un complot imaginaire, mais c'est la France et le Pas-de-Calais qui sont victimes de son extrémisme », a conspué Bruno Le Roux. Le président du Groupe socialiste a également salué « la dignité de Philippe Kemel qui a fait front à la campagne de dénigrement de l'extrême droite avec beaucoup de calme et de sang-froid ».

Droit de vote des étrangers

Les députés PS souhaitent le dépôt d'un projet de loi sur le droit de vote des étrangers. « Nous sommes en attente et nous avons la volonté que ce processus démarre », a affirmé Thierry Mandon, leur porte-parole, après la réunion des députés PS consacrée au sujet, mardi 11 décembre. Il a souligné qu'il fallait « mener la bagarre » pour convaincre 3/5^e des Parlementaires. « Il faut qu'on avance, que le débat s'ouvre en groupe pour qu'on exprime au gouvernement notre disponibilité. Rien ne s'oppose à ce que le texte soit déposé dès qu'il sera prêt et que les débats s'engagent et qu'un vote ait lieu », a-t-il ajouté. Thierry Mandon s'est référé à « l'agenda du changement » détaillé par le candidat François Hollande lors de sa campagne présidentielle pour affirmer que « le projet de loi sera déposé par Jean-Marc Ayrault au nom du gouvernement » entre « maintenant » et « l'été 2013 ». Harlem Désir, Premier secrétaire du PS a

quant à lui envoyé une lettre aux Parlementaires de France dans laquelle il appelle « tous les démocrates et les humanistes à se rassembler autour d'une grande loi de progrès, d'égalité et de fraternité » et à « faire preuve de courage politique et d'audace démocratique ».

Au Parlement européen

Récession annoncée dans la zone euro

Un rapport indépendant commandé par le Groupe socialistes et démocrates au Parlement européen à trois instituts européens de renom était présenté à Bruxelles, le 28 novembre. Les experts y prédisent « une nouvelle année de récession pour la zone euro avec une chute de 0,3 % du PIB et une nouvelle poussée du chômage en raison des politiques d'austérité ». Et affirment que la Commission se trompe dans ses prévisions d'automne, en tablant « sur une reprise modérée de la croissance de 0,1 % du PIB ». « La Commission s'appuie sur un modèle économique dépassé qui a très fortement sous-estimé l'impact des budgets d'austérité sur la croissance et l'emploi », a déclaré Hannes Swoboda, chef de file du Groupe socialistes et démocrates au Parlement européen. « La zone euro a besoin de plus de temps pour réduire ses déficits et ses dettes publiques. »

« Au lieu d'appliquer un plan d'austérité de 130 milliards d'euros dans la zone euro, une consolidation budgétaire plus équilibrée de 0,5 % point de PIB pourrait permettre aux États de dégager une marge de manœuvre de 85 milliards d'euros pour 2013 et de sauver jusqu'à 1,5 million d'emplois », selon le rapport. « De nombreux économistes dans le monde reconnaissent que la cure d'austérité dans la zone euro est trop brutale. Ce rapport montre l'importance d'avoir une alternative aux recommandations économiques de la Commission », a conclu Hannes Swoboda.

ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE

« La pauvreté n'est pas une fatalité »

Depuis dix ans, la pauvreté n'a cessé d'augmenter, de 12,9 % en 2002, elle touche aujourd'hui près de 14,1 % de la population. « Mon gouvernement n'accepte pas et n'acceptera jamais ni le cynisme ni la stigmatisation. La pauvreté n'est pas une fatalité, la précarité n'est pas un fléau qui s'abat au hasard sur une partie de la population. Ce n'est pas non plus une marque d'infamie », a déclaré Jean-Marc Ayrault. Ainsi, parce que son gouvernement estime que « chaque citoyen a droit à sa juste place dans la société », le Premier ministre a organisé une conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, avec notamment les ministres Marisol Touraine et Marie-Arlette Carlotti. Les résultats de cette conférence « concrets et ambitieux » ont été salués par le PS réuni en BN qui a rappelé que : « La crise, mais aussi la politique de la précédente majorité, ont contribué à l'explosion dramatique du chômage et de la précarité dans notre pays. Les politiques publiques de solidarité ont souffert ces dix dernières années de réorientations brutales, injustes et inefficaces. » Il s'agissait donc pour la nouvelle majorité de réactiver les politiques sociales et de définir le cadre de l'action gouvernementale durant ce quinquennat.

« Le sens de cette conférence, c'est de mettre fin à une décennie de fatalisme et de stigmatisation », a résumé Jean-Marc Ayrault, pour inaugurer une étape nouvelle de responsabilité solidaire partagée, fondement du nouveau modèle français. Il y aura ainsi une réforme du RSA activité et un rattrapage du RSA socle qui ne représente plus que 43 % du salaire minimum. Ce rattrapage sera de 10 % d'ici 2017. Puisque la jeunesse était l'enjeu numéro 1 du candidat François Hollande, de nombreuses mesures ont été décidées pour elle en priorité. « Notre pays

comptait, en 2010, 2,7 millions d'enfants pauvres. C'est inacceptable », a qualifié Jean-Marc Ayrault. Ainsi, le Premier ministre a décidé la mise en œuvre d'une « garantie jeunes », soit un contrat d'un an renouvelable signé entre le jeune en grande difficulté d'insertion et le service public de l'emploi, précisant les engagements de chacun. L'accès aux crèches et aux cantines scolaires sera renforcé pour les enfants de familles pauvres. La politique familiale n'est d'ailleurs pas en reste avec une augmentation du montant de l'allocation de soutien familial et une majoration du complément familial. La pauvreté se traduisant aussi par des difficultés dans l'accès aux soins, la CMU sera élargie et ouverte ainsi à 500 000 personnes supplémentaires. Sur le logement des investissements massifs seront réalisés, notamment sur l'hébergement. Enfin une politique d'accompagnement pour prévenir le surendettement sera développée, un registre national des crédits aux particuliers sera créé lors de la prochaine loi sur la consommation, la responsabilisation des banques sera également renforcée. Toutes ces décisions appellent un travail collaboratif entre les différents ministères, ainsi le Comité interministériel du lutte contre l'exclusion (CILE) sera réactivé. « Ce nouveau modèle français, que je défends avec ténacité », a conclu le Premier ministre, « repose tout autant sur la redistribution et la solidarité publique que sur la compétitivité de nos entreprises. Le 6 mai dernier, les Français ont fait le choix du redressement dans la justice. Pour défendre la cohésion de notre corps social, nous devons faire preuve d'imagination et d'audace. Je ne doute pas que nous y réussissions. Pour ma part, je ne m'écarterai pas de ce chemin. »



PS

Voulu le 6 Mai

150 000 emplois d'avenir pour les jeunes. C'est parti!

Ils sont ouverts aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier ceux qui sont sans formation. Trouver un travail est la priorité des jeunes aujourd'hui. Pour les socialistes l'emploi de la jeunesse est une priorité absolue.



PS

Voulu le 6 Mai

150 000 emplois d'avenir pour les jeunes. C'est parti!

Ils sont ouverts aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier ceux qui sont sans formation. Trouver un travail est la priorité des jeunes aujourd'hui. Pour les socialistes l'emploi de la jeunesse est une priorité absolue.



PS

Voulu le 6 Mai

150 000 emplois d'avenir pour les jeunes. C'est parti!

Ils sont ouverts aux jeunes de 16 à 25 ans, en particulier ceux qui sont sans formation. Trouver un travail est la priorité des jeunes aujourd'hui. Pour les socialistes l'emploi de la jeunesse est une priorité absolue.



PS

Voulu le 6 Mai

La priorité à l'Éducation Nationale.

• Dès 2012, la refondation de l'école de la République avec le recrutement et la formation d'enseignants.

On le fait!



PS

Voulu le 6 Mai

La priorité au logement. La construction de 150 000 logements sociaux par an. On le fait!



PS

Voulu le 6 Mai

La Banque Publique d'Investissement pour soutenir les PME et l'emploi. On le fait!



PS

Voulu le 6 Mai

Le droit au mariage pour tous. Oui